

L'HUMANITÉ



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

rouge

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 201
JEUDI 18 OCTOBRE 73

LE GOLAN AUX SYRIENS LE SINAÏ AUX ÉGYPTIENS



« MA PETITE FILLE, NOUS RENTRERONS
CHEZ NOUS... QUAND LA PALESTINE,
LIBERÉE SERA UN ETAT DEMOCRATIQUE
ET LAÏC »

LA PALESTINE AUX PALESTINIENS

En encarté, aux pages 3, 4, 9, 10, à
retirer du journal et plier en
brochure : discours pré-
senté au nom de l'Ifp,
à la Mutualité le
12 oct. 1973

LES REACTIONS EN FRANCE

De Tixier-Vignancourt à Defferre

L'agression israélienne au Moyen-Orient a fait tomber bien des masques et fait apparaître des communautés de vue et d'intérêts qui, en d'autres circonstances, auraient pu surprendre. Du fasciste Tixier-Vignancourt au « socialiste » Defferre, l'union sacrée des ennemis des peuples arabes s'est réalisée. Dans cette guerre, il faut choisir son camp : voici quelques uns de ceux qui ont choisi le camp de l'agression. Et commençons, pour que les choses soient claires, par le fasciste Tixier-Vignancourt. Il s'est empressé d'adresser à l'ambassadeur sioniste à Paris, Ben Nathan, un message où il émet des « vœux chaleureux de victoire » et « manifeste son admiration pour la vaillance des combattants de la liberté d'Israël, qui représente la liberté du monde ». Aujourd'hui, « la liberté du monde ». Tixier-Vignancourt la voit dans le sionisme. Il y a 30 ans, il la voyait dans le nazisme. Lui, qui en tant que ministre de Pétain, fut un des artisans de la déportation des Juifs lors de l'occupation, qui fut un des propagandistes de l'antisémitisme, se range du côté du sionisme. Ceci suffirait à montrer qu'entre le nazisme et le sionisme, il y a continuité, et que l'antisionisme et l'antisémitisme sont deux choses bien différentes, contrairement à ce qu'affirme la propagande sioniste.

Les pétainistes du « Centre indépendant » déclarent, quant à eux : « Nous demeurons solidaires d'Israël, berceau de la civilisation occidentale au Proche-Orient » et ajoutent : « La paix passe par le maintien de la souveraineté israélienne

à Jérusalem, à Charm El Cheikh, à Gaza et sur les hauteurs du Golan. » Comme nous le verrons, ces positions ne sont pas le propre des anciens kollabos.

Des « Républicains Indépendants » aux « Centristes »

Après les déclarations de Jobert, les « Républicains indépendants » de Giscard d'Estaing, dans un communiqué, rejetant la responsabilité de la guerre sur les peuples arabes « déplorent les nouvelles agressions qui ont amené la reprise des hostilités dans les pays du Proche-Orient ».

Quant aux « Centristes », par la bouche du général Stehlin, ils se font les ardents propagandistes de l'agression sioniste et parlent de « l'agression concertée de l'Égypte et de la Syrie contre l'État d'Israël ».

Ils sont rejoints en cela par de nombreux députés U.D.R., tels Le Tac ou De Bénouville.

Les « Socialistes » : des Antiarabes

Mais, dans ce domaine, la palme revient aux « socialistes ». Le 8 octobre, à Marseille, Defferre dirigeait une manifestation de soutien à l'agression sioniste, comme l'avait fait, la veille, Rothschild à Paris. Ce jour même,

il écrivait dans « Le Provençal » : « Les Égyptiens et les Syriens sont responsables de la guerre... L'histoire démontre que, quand Israël l'emporte, il ne cherche pas à rayer de la carte les pays qu'il a vaincus... Israël est un État démocratique. Les élections y sont libres, toutes les libertés individuelles et politiques y sont respectées. » Autant de mensonges. Ne sait-il pas qu'il existe un peuple palestinien qui a été chassé de sa patrie par les massacres, par l'expropriation ? Ne connaît-il pas le nom de Delr Yassine ? Ignore-t-il que dans les prisons sionistes on torture ? Non, tout cela, Defferre le sait fort bien, mais il veut le cacher. Ce qui le guide, c'est la haine des peuples arabes. Que ce soit lors de l'agression contre l'Égypte sur le canal de Suez en 1956, ordonnée par Guy Mollet, que ce soit lors de la guerre coloniale d'Algérie, ou aujourd'hui, l'attitude des « socialistes » reste constante.

Mauroy, membre du secrétariat du P.S. déclare pour sa part au sujet d'Israël : « Cet État est l'un des meilleurs exemples de démocratie véritable. » Ce n'est pas Tixier-Vignancourt qui dira le contraire.

Tels sont les co-auteurs du « programme commun » : des champions de l'agression contre les peuples arabes. Et d'ailleurs, Mitterrand n'est-il pas, aux côtés de Golda Meir, membre du secrétariat de l'Internationale socialiste ? Cela suffirait à montrer que le « programme commun » révisionniste-socialiste est un programme anti-arabe, que les dirigeants du P.C.F. sont de faux amis des peuples arabes.

Car, comment des amis véritables des peuples arabes auraient-ils pu s'allier à leurs pires ennemis ? C'est là une chose que les déclarations des dirigeants du P.C.F. ne peuvent effacer.

L'Union Sacrée

Tous ces ennemis des peuples arabes se sont unis et agissent de concert.

C'est ainsi que le « Comité de solidarité française à Israël » a publié un manifeste où on peut lire : « En attaquant par surprise Israël un jour de recueillement national et religieux, l'agresseur a apporté la preuve que la présence d'Israël dans les territoires contestés constituait pour l'État hébreu la meilleure garantie de sécurité... »

C'est là la justification sans fard de l'agression et de l'expansionnisme d'Israël. Et ce « manifeste » est signé de l'U.D.R. De Bénouville, du « socialiste » Giraud. Ajoutons qu'il a été approuvé par le « groupe d'amitié France-Israël » de l'assemblée nationale, présidé par De Bénouville. De Soustelle à Servan-Schreiber en passant par Defferre, l'unanimité s'est faite. Disons encore que trois députés révisionnistes font partie du « groupe d'amitié avec Israël ». Leur absence le jour où le texte a été adopté ne peut toutefois faire oublier la signification de leur participation à ce groupe. Comment peut-on prétendre être l'ami des peuples arabes et celui de l'État fantoche, agresseur, fasciste d'Israël ?

Il est d'autres gens qui se disent aussi « amis » des peuples arabes : ce sont les trotskistes. Et eux aussi dans les faits sont des défenseurs de l'État sioniste d'Israël.

Les Trotskystes tels qu'en eux-mêmes

Dans « Lutte ouvrière » voici ce qu'on peut lire : « Qu'im-

porte de savoir qui a commencé ! Qu'importe de savoir si les soldats de Moshe Dayan ont porté les premiers coups ou bien si ce sont les Syriens et les Égyptiens... » Ainsi, ils se refusent à condamner l'agresseur sioniste. Et, au nom des « grands principes », ils renvoient les agresseurs et les agressés dos à dos. Alors, que les peuples arabes se battent pour leur libération nationale, que cette guerre est une guerre pour leur indépendance, contre l'agression, les trotskistes écrivent sans honte : « Ceux qui croient combattre pour ces idéaux se battent et meurent dans une guerre qui n'est pas la leur... » et ajoutent « Les Palestiniens... n'ont rien à attendre d'une guerre que se livrent leurs adversaires, israéliens ou dirigeants arabes. » Autrement dit, les peuples arabes devraient laisser faire les agresseurs sionistes et renoncer à leur guerre de libération nationale. C'est en des termes assez proches que les trotskistes s'exprimaient il y a 30 ans pour tenter de détourner le peuple de notre pays de la lutte contre l'occupant nazi.

Ainsi, la boucle est bouclée, et de Soustelle à Mitterrand en passant par les trotskistes et les révisionnistes, le camp des ennemis de la lutte de libération des peuples arabes est clair.

**AFFICHEZ
H. R.**

Prolétariat n° 3 est en vente

(L'exemplaire 6 F)

Dans les librairies dépositaires de Prolétariat

PARIS :

- Le Phoenix, 72 bd Sébastopol (2°).
- Norman Béthune, 76 bd Saint-Michel (5°).
- « La Joie de Lire », 40, rue Saint-Séverin (5°).
- L'Étincelle, 92, rue Oberkampf.
- Palestine, rue de la Réunion (20°).

AGEN :

Librairie Occitane, 32, rue Grenouilla.

BORDEAUX :

Librairie Mimésis, 5 bis, rue de Grassi.

GRENOBLE :

Librairie de l'Université, 2 place Léon-Martin.

LE MANS :

Librairie « La Taupe », rue Gambetta.

LILLE :

— Librairie Eugène Pottier.

LYON :

- Librairie Coopérative « Les Canuts », 33, rue Leynaud (1°).
- « La Proue », 15, rue Childebert (2°).
- FEDEROP, 7, rue des Trois Maries (5°).

MARSEILLE :

« LIRE », 16, rue Sainte (1°).

MONTPELLIER :

« La Découverte », 18, rue de l'Université.

NANTES :

« Librairie 71 », 29, rue Jean-Jaurès.

NARBONNE :

Maison de la Presse Tosi, 16-18, rue Jean-Jaurès.

ORLEANS :

Librairie « Les Temps Modernes », 57, rue de la Recouvrance.

RENNES :

« Le Monde en Marche », 37, rue Vasselot.

SAINT-BRIEUC :

« Maison de la Presse », 13, rue Saint-Guillaume.

STRASBOURG :

« Les Idées et les Arts », place Brant.

BERLIN-ouest :

Buchband-Lung Das Arbeiterbuch, 1 Berlin 65 Schoer 57510.

BRUXELLES :

— Clarté, 32, Chaussée d'Alsemberg, 1060.

— La Force de Lire, 53, rue Malibran, 1050.

LOUVAIN :

Librairie Populaire, Naamses Traat 30, 3000.

MONTREAL :

— Librairie Ho Chi Minh, 72, Prince Arthur Est, 130.

— Librairie Progressiste, 1867 Amherst, 132.

Après de ses diffuseurs ou sur demande à « Prolétariat », 17 rue du Sentier (Paris 2°).

(+ 1 F pour frais de port)

ABONNEMENT :

- abonnement d'un an : 20 F
- abonnement de soutien (un an) : 50 F
- abonnement deux ans 35 F

C.C.P. : n° 30 686-98
La Source

PARMI LES RÉACTIONS DANS LE MONDE

Chine

Le 8 octobre, le *Renmin Ribao* a publié un article exprimant « la vive indignation du peuple chinois devant l'acte d'agression d'Israël et le condamne avec la dernière sévérité ».

Constatant que cette agression armée de grande envergure des sionistes israéliens a été préparée et préméditée depuis longtemps, l'article poursuit :

Si les agresseurs israéliens ont en la hardiesse de se lancer dans une nouvelle aventure de guerre, c'est parce qu'ils sont soutenus et encouragés par les superpuissances. L'impérialisme américain a invariablement soutenu le sionisme israélien et lui a fourni sans cesse quantité d'aides militaires. Quant au social-impérialisme révisionniste soviétique qui a déclaré son « soutien constant » à la lutte des peuples arabes, il a autorisé en même temps un grand nombre de juifs soviétiques à émigrer en Israël, apportant ainsi à celui-ci un soutien en main-d'œuvre. Il s'apprête d'autre part à rétablir les relations diplomatiques avec Israël. En effet, le révisionnisme soviétique a livré des armes à des pays arabes, mais il leur interdit de recouvrer les territoires perdus et tente, par mille et un moyens de lier les mains et les pieds aux pays et peuples arabes. Le révisionnisme soviétique collabore avec l'impérialisme US tout en se disputant au Moyen-Orient, si bien que la question du Moyen-Orient reste longtemps irrésolue. Et tirant profit de cette situation, l'un et l'autre maintiennent et étendent leurs sphères d'influence respectives. L'agression frénétique israélienne est précisément le résultat inévitable de cette politique des superpuissances.

Le 8 octobre, Chi Peng-fei, ministre des Affaires étrangères, a déclaré :

« Nous sommes convaincus que, aussi longtemps que les peuples d'Égypte, de Sy-

rie et de Palestine et d'autres pays arabes (...) continueront de renforcer leur unité et de persévérer dans la lutte, ils surmonteront certainement toutes les difficultés, remporteront la victoire dans leur lutte contre l'agression et accompliront la cause sacrée qui consiste à recouvrer les territoires perdus et à restaurer les droits nationaux de la Palestine. »

Albanie

Le 7 octobre, le *Zeri i Popullit*, organe central du Parti du Travail d'Albanie, a publié un article indiquant entre autres :

Les impérialistes américains et les sociaux-impérialistes soviétiques donnent aux agresseurs israéliens un soutien multilatéral, leur fournissent des armements, des cadres et des gens dans le cadre de la politique de triste renom du maintien de l'état « ni guerre, ni paix » au Moyen-Orient, pour leurs intérêts hégémoniques et le partage des zones d'influence dans cette région du monde. Sans ce soutien, les sionistes israéliens n'oseraient pas entreprendre de telles aventures. Lorsque Washington a envoyé continuellement aux sionistes israéliens des avions militaires, d'autres armements modernes et des aides financières, les révisionnistes de Moscou, ces amis faux et perfides des arabes, continuent à supprimer même les dernières limitations, permettant l'émigration en masse des milliers d'autres juifs soviétiques vers Israël.

Les faits et le développement des événements rejettent une fois de plus la fausseté des déclarations des deux superpuissances sur leur prétendu souci pour l'établissement de la paix au Moyen-Orient et les mettent de nouveau au pilori en tant que co-auteurs dans l'agression israélienne contre les pays arabes, ajoute l'article.

Corée

Kim Il Sung, président de la République Populaire Démocratique de Corée, a adressé le 7 octobre un message au Président de la République Arabe d'Égypte et au Président de la République arabe syrienne :

« La nouvelle agression armée commise par les expansionnistes israéliens en ce moment constitue un acte d'agression de gangster contre la République Arabe d'Égypte et la République Arabe Syrienne et un défi ouvert aux peuples arabes entiers et aux peuples du monde épris de paix.

Le peuple coréen entier condamne avec énergie et une forte indignation ce grave acte criminel des sionistes. Le gouvernement de la RPDC et le peuple coréen considèrent la lutte des peuples égyptien et syrien contre les agresseurs israéliens comme la leur, et exprime à ces deux peuples leur soutien total et leur solidarité militante. »

Afrique-Noire

L'Etat sioniste avait déjà essayé une rude défaite à la Conférence des pays non-alignés d'Alger. Ces derniers mois, huit Etats africains ont rompu leurs relations diplomatiques avec Israël : l'Ouganda, le Tchad, le Mali, la République du Congo, le Niger, le Burundi, le Togo et le Zaïre.

Depuis le début de la quatrième guerre israélo-arabe, trois autres Etats africains ont rompu leurs relations : le Rwanda, le Dahomey et la Haute-Volta.

Les gouvernements de ces Etats africains ont adressé des messages de solidarité à l'Égypte et à la Syrie, et ont clairement pris parti pour les Etats et peuples arabes.

U.R.S.S. - U.S.A. : course aux armements nucléaires

L'U.R.S.S. RENFORCE SON ARSENAL NUCLEAIRE

On a annoncé récemment la mise au point par l'U.R.S.S. de la technique M.I.R.V. (1) pour ses engins intercontinentaux. Les organes d'information bourgeois de notre pays n'ont pas donné une grande publicité à cette nouvelle de taille : elle signifie pourtant que les Soviétiques sont en passe de devenir d'ici peu les maîtres du plus grand arsenal nucléaire du monde.

L'ACCORD DE MAI 1972

L'accord signé l'an dernier à Moscou par Brejnev et Nixon sur « la limitation des armements stratégiques offensifs » a été présenté avec tapage au monde entier par les deux superpuissances comme une étape importante vers le désarmement nucléaire.

Voyons d'un peu plus près. Cet accord limite uniquement le nombre des fusées porteuses d'armes nucléaires, mais autorise leur modernisation. Limitation quand même, donc un pas vers le désarmement, diront certains. Mais quand le nombre des fusées est devenu si élevé que tous les points importants de pays aussi vastes que l'U.R.S.S. et les U.S.A. peuvent déjà être détruits à coups nucléaires, fixer un plafond à ce nombre de fusées ne signifie rien du tout.

Par contre, les deux superpuissances se sont bien gardées d'interdire l'amélioration qualitative des vecteurs et des charges, car c'est précisément sur ce point que leur lutte allait s'amplifier : modernisation des caractéristiques balistiques des fusées, recherche d'une plus grande précision des tirs, en particulier pour détruire directement au sol les missiles adverses enterrés, multiplication du nombre de charges nucléaires portées par une seule fusée, recherche du franchissement des systèmes de protection antimissile adverse, etc.

En respectant à la lettre l'accord de mai 1972, les Soviétiques viennent de réaliser un important pas qualitatif en maîtrisant à leur tour la technique M.I.R.V. avec plusieurs années d'avance sur les prévisions américaines. Le déversement de leurs flots de paroles sur le « désarmement » et sur la « détente » ne visent qu'à cacher l'expansion continue de leurs armements.

L'U.R.S.S. PREMIERE PUISSANCE NUCLEAIRE

Les charges nucléaires soviétiques et américaines peuvent être portées au « but » de trois façons différentes : par bombardiers, par engins intercontinentaux basés à terre (abréviation américaine : I.C.B.M.) et par missiles embarqués sur sous-marins (abréviation : S.L.B.M.). De ces trois moyens comptent surtout pour raison d'efficacité les I.C.B.M. et les S.L.B.M. C'est le nombre de ces missiles qui a été négocié en mai 1972 à Moscou. Les plafonds ont été fixés comme suit :

	U.S.A.	U.R.S.S.
I.C.B.M.	1 054 (nombre stable depuis 1968)	1 618 (nombre atteint au moment de l'accord de Moscou)
S.L.B.M.	710	710

On voit que l'U.R.S.S. a un plafond plus élevé en I.C.B.M.

Au moment de l'accord, les U.S.A. disposaient déjà de I.C.B.M. et S.L.B.M. équipés de M.I.R.V. (à 3 ogives), ce qui revenait à multiplier par trois la puissance destructrice des missiles ainsi équipés. Même en concédant aux Soviétiques un plafond plus élevé en nombre d'I.C.B.M., ils conservaient la supériorité.

La situation va se renverser maintenant. Les Soviétiques vont disposer de la supériorité en quantité et même en qualité (si les M.I.R.V. américaines *Minuteman III* portent chacune trois bombes de 200 kilotonnes [200 000 tonnes], les M.I.R.V. soviétiques SS 18 porteront 6 bombes H d'une mégatonne [1 000 000 tonnes]).

Ce spectaculaire renforcement soviétique va entraîner une lutte encore plus acharnée avec les impérialistes américains. Le secrétaire d'Etat américain à la Défense, Schlesinger, a d'ailleurs déclaré, le 17 août dernier : « Comme les Soviétiques bouchent le trou technologique » [les U.S.A.] « ne peuvent tolérer les prépondérances numériques ou quantitatives possédées par l'Union soviétique. » Des fonctionnaires du gouvernement ont annoncé que les Etats-Unis envisagent de construire un nouvel I.C.B.M. plus grand et plus puissant. L'agence de presse U.P.I. a souligné, le 25 août, la prise en considération par les responsables U.S. d'un développement continu des missiles *Minuteman III* (M.I.R.V.), le renforcement de la puissance de feu de ces missiles, l'amélioration de la précision de tir et le développement d'une force mobile des I.C.B.M. basés au sol.

Près de 16 mois ont passé depuis la signature de l'accord de Moscou. Les peuples peuvent comparer les paroles aux actes. Loin de limiter les « armements offensifs stratégiques », cet accord a rendu plus acharnée encore la lutte des deux superpuissances pour la domination nucléaire et militaire mondiale, et ont rencontré par là une condamnation toujours plus large et énergique dans le monde.

(1) Abréviation américaine désignant les « fusées à ogive multiple indépendamment guidées », c'est-à-dire qu'une fusée porte plusieurs charges nucléaires (3 pour les USA) pouvant être guidées chacune jusqu'au bout sur des objectifs assez proches.

PÉKIN-INFORMATION

Vous trouverez les éléments concrets de la ligne du Parti communiste chinois à propos du Proche-Orient dans les articles suivants :

— **Soutien résolu à la lutte du peuple arabe contre l'agression américano-israélienne (déclaration du gouvernement chinois) dans « Pékin-Information » n° 24 (12 juin 1967)**

— **Nous sommes fermement solidaires des peuples arabes, dans « Pékin-Information » n° 25 (19 juin 1967).**

— **Semaine internationale de la Palestine à Pékin (comportant plusieurs articles très intéressants) dans « Pékin-Information » n° 20 (17 mai 1971).**

SOUTIEN AUX PEUPLES ARABES ET PALESTINIEN



SUCCES DU MEETING ORGANISE PAR L'HUMANITE ROUGE

Environ 1500 personnes ont assisté vendredi 12 octobre à La Mutualité à un meeting de soutien aux peuples arabes et au peuple palestinien en lutte contre l'agression sioniste. Les banderoles en français et en arabe accentuaient le caractère internationaliste de ce meeting. On pouvait lire : « Soutien total à la lutte des peuples arabes », « Palestine vaincra », « La guerre du peuple est invincible » et aussi « Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous ! ».

Ce meeting était présidé à la tribune par André Druennes, ouvrier métallurgiste, membre du Comité de rédaction de *L'Humanité rouge*, assisté de Aimé Delrue, cheminot militant marxiste-léniniste ayant milité activement pour le soutien au F.L.N. algérien, et des représentants de l'Organisation de Libération de la Palestine, de l'Union générale des Etudiants égyptiens en France, du groupe « Perspectives tunisiennes », organisation marxiste-léniniste de Tunisie, de l'Union nationale des Etudiants de Syrie et de l'Union générale des Etudiants palestiniens. Ce dernier représentait aussi l'Association des Etudiants irakiens en France, l'Union nationale des Etudiants du Maroc, le Comité d'Action et de Lutte de l'Union générale des Etudiants de Tunisie, et de l'Union générale des Etudiants libanais en France.

Dans la salle, on remarquait la présence de nombreux travailleurs arabes, malgré le délai extrêmement

court de préparation et d'annonce du nouveau thème de ce meeting. Mais cela n'empêcha point, bien au contraire, l'enthousiasme militant de nos frères arabes et aussi celui de tous les français présents, car ce meeting était la première réunion de soutien aux peuples arabes.

La première intervention fut celle du membre de l'Organisation de Libération de la Palestine. Réaffirmant les droits inaliénables du peuple palestinien, il insista sur le rôle important de la résistance palestinienne dans cette guerre de libération. Avant-garde de la lutte des peuples arabes, la résistance palestinienne est un facteur très important de la résistance arabe contre le sionisme et l'impérialisme. Sur le terrain, la résistance palestinienne, en plus d'un appui tactique utile aux armées arabes, organise aussi des actions en Palestine occupée, notamment en Haute-Galilée.

Ensuite le camarade du groupe « Perspective tunisienne », dénonçant le caractère expansionniste de l'Etat sioniste, sa soumission à l'impérialisme américain, rappela les grandes manifestations de solidarité aux peuples égyptien, syrien et jordanien du peuple tunisien en 1967 durant la guerre des Six Jours, notamment l'attaque de l'ambassade des U.S.A., et affirma que la guerre serait cette fois-ci longue et meurtrière. Les combattants arabes et palestiniens sont prêts à une bataille difficile, à une guerre d'usure.

Un représentant du Mouvement des Travailleurs arabes montra que 1973 n'était pas 1967 ; tout le poids des humiliations passées à aujourd'hui disparu, le mythe de l'invincibilité d'Israël a éclaté : les peuples arabes et palestiniens sont maintenant debout.

Le discours du représentant de l'Union générale des Etudiants égyptiens en France, qui parlait aussi au nom de l'Union nationale des Etudiants de Syrie, envisage de nombreux aspects du problème. Nous publions ci-dessous le texte en extenso de cette intervention. Jusqu'à présent Israël cachait ses véritables objectifs qui sont un grand Israël aux frontières élastiques et « la liquidation de tous les mouvements de libération nationale qui s'élèvent dans le monde arabe, pour le compte de l'impérialisme mondial à l'intérieur duquel il trouve sa place » derrière des « justifications » de sécurité et de paix. Aujourd'hui, ces faux arguments sont démentis par les faits et le véritable visage d'Israël est apparu : « Il est clair que les agressions israéliennes ne sont plus motivées (même en apparence) par le souci d'autodéfense, mais par une volonté d'hégémonie dont l'antithèse est la volonté de résistance arabe ». Insistant aussi sur la nécessité d'une guerre d'usure, du soutien des forces progressistes et anti-impérialistes dans le monde, du rôle de la résistance palestinienne, il termina : « Vive la Palestine libre et démocratique, Vive la nation arabe libérée, à bas l'impérialisme et le sionisme ! ».

Le représentant de l'Union générale des Etudiants palestiniens souligna l'importance essentielle que représente l'unité de combat entre les peuples arabes et le peuple palestinien dans la lutte de libération nationale.

Enfin, au nom du Comité de rédaction de *L'Humanité rouge*, notre camarade Jacques Jurquet, présenta une longue intervention que nous publions en encarté dans nos pages 3 à 6.

Ce discours termina le meeting. Tout au long des interventions, la salle, qui fut très sensible à tous les discours, extrêmement enthousiaste, ovationnait les orateurs, n'hésitant pas à les interrompre en scandant des slogans hostiles au sionisme et à l'impérialisme et affirmant son soutien total à la lutte des peuples arabes et du peuple palestinien, et sa foi inébranlable en la victoire finale.

Intervention du représentant de l'Union Générale des Étudiants Égyptiens

parlant aussi au nom de l'Union Nationale des Etudiants Syriens

La nouvelle guerre du Moyen-Orient représente une suite aux agressions israéliennes précédentes ; et une nouvelle phase de la lutte de libération arabe engagée depuis la création de l'Etat sioniste.

L'implantation de l'Etat d'Israël en Palestine se place historiquement, malgré les apparences humanistes, dans le cadre de la politique impérialiste au Moyen-Orient. En effet, l'instauration d'un foyer national juif en Palestine comporte une contradiction originelle, car la « loi du retour » implique l'expulsion des Palestiniens de leur patrie, ce qui réfute tous les prétextes qui invoquent la justice. Par contre Israël, en tant qu'instrument de l'impérialisme qui vise à l'oppression du peuple arabe et son maintien dans un état de soumission et d'exploitation trouve sa raison d'être.

Depuis la création de l'Etat sioniste en 1948 et compte tenu de sa nature,

la politique d'oppression lui est la seule possible, vu le double objectif qu'il s'est posé :

— La réalisation du principe énoncé par Ben Gourion, selon lequel Israël doit être un Etat aux frontières élastiques (ce qui rappelle brutalement la théorie nazie de l'espace vital).

— La liquidation de tous les mouvements de libération nationale qui s'élèvent dans le monde arabe, pour le compte de l'impérialisme mondial à l'intérieur duquel il trouve sa place.

L'antinomie fondamentale entre l'Etat sioniste et les mouvements de libération arabes s'est manifestée à travers les conflits successifs au Moyen-Orient.

Jusqu'à 1967, les agressions israéliennes étaient motivées en apparence par le souci de sa survie ; par conséquent, le slogan des frontières sûres et connues était brandi à toute occasion et présent

comme la seule garantie acceptable pour la sécurité d'Israël et donc de la paix ! La guerre actuelle est venue prouver que l'expansion territoriale ne constitue nullement une garantie de sécurité à qui que ce soit. Les responsables israéliens supportent mal d'être contredits par la nature des choses, perdent leurs nerfs et se lancent d'abord dans des déclarations qui révèlent leurs véritables intentions. Eliazar déclare : « Nous allons leur rompre les os et les anéantir physiquement », et Moshe Dayan lance le nouveau slogan : « Une leçon qu'ils n'oublieront jamais », ce qui est en fait très significatif, car Israël veut acquiescer, en entretenant son mythe d'invincibilité, le droit de regard et de sanction sur toute la région arabe.

Sur le plan militaire, les raids aériens sur des objectifs civils en Syrie, en Egypte et au Liban prouvent que devant la volonté de semer la terreur pour entretenir psychologiquement ce mythe, le crime est aux yeux des dirigeants israéliens un moyen d'élection.

Actuellement, il est clair que les agressions israéliennes ne sont plus motivées (même en apparence) par le souci d'autodéfense, mais par une volonté d'hégémonie dont l'antithèse est la volonté de résistance arabe.

Devant les agressions israéliennes successives, le peuple arabe a toujours opposé une résistance irréductible ; depuis l'expulsion des Palestiniens de leur patrie jusqu'à la menace directe contre son existence physique et morale qui s'est manifestée en juin 1967, le peuple arabe a toujours résisté. Durant toutes les étapes de sa lutte, il s'est trouvé aux prises avec l'impérialisme mondial, qui a toujours appuyé l'Etat sioniste, directement ou indirectement.

Malgré les échecs militaires qui se sont succédés, le peuple arabe a conservé sa foi en son destin, en la justice de sa cause, et en le soutien que lui accordent toutes les forces progressistes et anti-impérialistes dans le monde.

Nous sommes parfaitement conscients que la lutte de libération ne peut être une guerre éclair mais une bataille continue et obstinée.

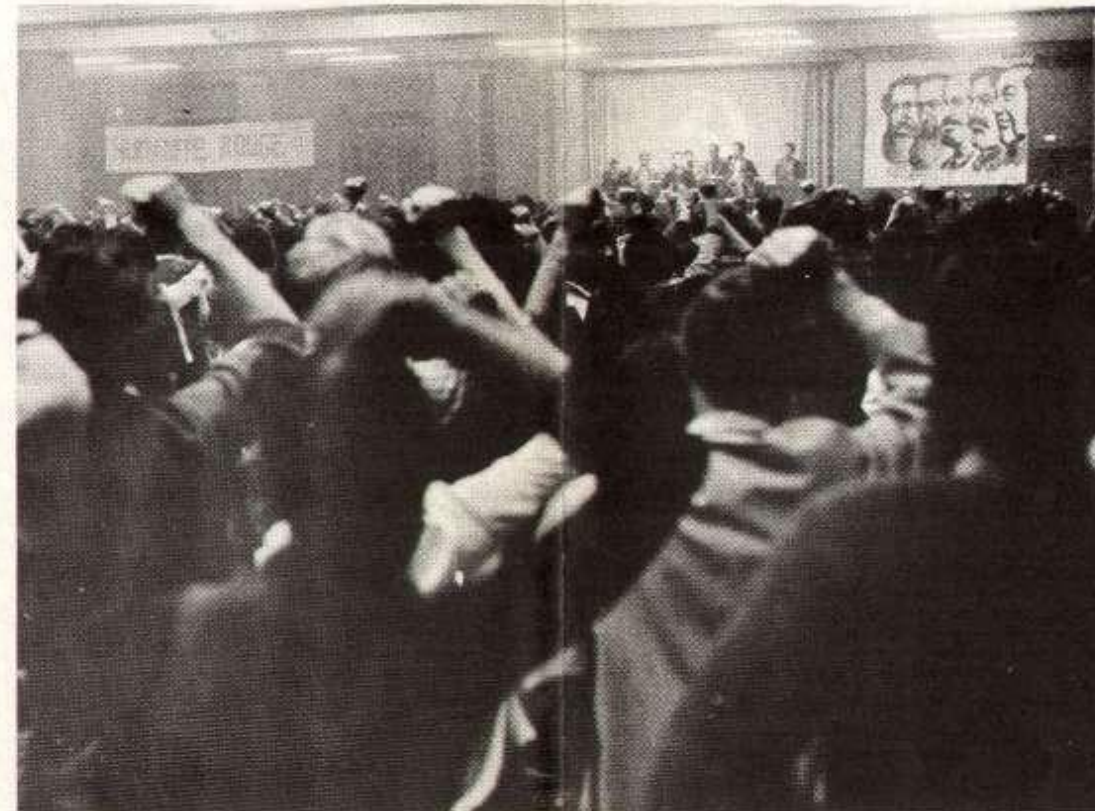
Cette lutte dépend essentiellement de la détermination des masses populaires à recouvrer leur indépendance et leur liberté, pour l'élaboration d'un avenir exempt de toutes les formes d'oppression et d'exploitation intérieures ou extérieures.

Le déroulement de cette guerre de libération dans sa forme classique actuelle est une condition de possibilité pour le déclenchement du processus de la guerre populaire. Nous pouvons déjà constater que la résistance palestinienne retrouve dans ce contexte son rôle naturel d'avant-garde d'une résistance arabe globale qui s'élève au-dessus de la conjoncture politique pour acquiescer sa dimension historique.

Camarades, les combattants arabes, sur tous les fronts, ont pu briser le mythe de l'invincibilité d'Israël ; ils ont prouvé que l'essentiel est d'oser, ils ont tenu, ils ont percé, ils ont su et vaincre et mourir.

Avec tous les peuples épris de liberté et contre l'impérialisme mondial, nous mènerons notre lutte jusqu'à la victoire finale de la justice et de la paix.

Vive la Palestine libre et démocratique, vive la nation arabe libérée, à bas l'impérialisme et le sionisme !



COLLECTE DE SANG

en faveur des victimes de la guerre d'agression
sioniste-impérialiste

TOUS LES JOURS DE 9 H A 12 H

A L'HOPITAL CORENTIN-CELTON
(métro : Corentin-Celton)

ou sur rendez-vous pris en téléphonant au 644-77-30
(Samedi et dimanche compris)



Manifestation à Paris le 11 octobre

Jeu 11 octobre, une manifestation combattive de soutien aux peuples arabes s'est déroulée de la place Stalingrad à la porte de Clignancourt. Dix mille manifestants, dont de très nombreux travailleurs et étudiants arabes, ont clamé leur colère devant la nouvelle agression sioniste, et leur soutien total aux peuples arabes et palestiniens.

En tête de la manifestation, des dizaines de drapeaux palestiniens portés par des Arabes. A mesure que le cortège avançait dans les rues du dix-huitième, de nombreux travailleurs arabes le rejoignaient, pleins d'enthousiasme. Rue de la Chapelle, des ouvriers africains étaient montés sur le toit de leur foyer et faisaient des signes d'amitié et de solidarité.

Les mots d'ordre étaient criés avec force : Les peuples arabes vaincra, Palestine vaincra, Vive la Palestine.

A bas Israël, Palestine démocratique, Nixon assassin, Sionistes, fascistes et assassins, Vive la lutte des Juifs antisionistes...

Porte de Clignancourt, une prise de parole a été faite en arabe et en français.

Notons qu'en 1967, il n'y avait que quelques centaines de Français pour se trouver dans la rue aux côtés de nos frères arabes. Aujourd'hui, l'entreprise impérialiste et sioniste apparaît beaucoup plus clairement à notre peuple. Le succès de la manifestation de jeudi et du meeting organisé par l'Humanité-Rouge le vendredi en témoigne. Ces deux manifestations doivent constituer les premiers pas d'une puissante campagne de solidarité avec les peuples arabes et palestiniens, campagne qui doit réunir tous les anticaricistes et anti-impérialistes de notre pays.



PRÉCISIONS

Toujours à la pointe de l'information, le *Monde* a vu en tête de la manifestation de jeudi soir le petit trotskiste, Michel Field ! Des trotskistes de Rouge, il y en avait bien quelques-uns en queue de cortège ; aussi peu nombreux que leur fameuse sono était puissante. Mais face aux mots d'ordre clair criés par les 10 000 manifestants, leurs mots d'ordre réactionnaires et confusionnistes (« A bas les bourgeoisies arabes », « Palestine socialiste ») n'ont guère eu de succès. Et il est évident qu'aucun trotskiste ne pouvait se trouver en tête du cortège, aux côtés des représentants du Mouvement des Travailleurs arabes, de La Cause du Peuple, de l'Humanité rouge, de la Gauche révolutionnaire, etc. Le journaliste du *Monde* aura mal vu. A moins qu'il n'ait été mal... » renseigné.

L'action vaut mieux que les belles paroles

Alors que les prix de consommation courante sont en augmentation continuelle, que les impôts sont de plus en plus lourds, que l'armée de réserve des sans-travail ne cesse de progresser dans le système d'exploitation de l'homme par l'homme, — et il ne peut en être autrement en système capitaliste —, la bourgeoisie monopoliste s'en prend avec violence aux travailleurs opprimés qui relèvent la tête pour défendre leurs intérêts de classe.

Les revendications sociales sont de plus en plus déterminées en assemblée des travailleurs réunis sur le tas. Les demandes de revalorisation de salaire apparaissent de moins en moins en pourcentage, mais au contraire de plus en plus chiffrées et uniforme pour tous ; les conditions de travail sont l'objet de réflexions, de discussions, de décisions ; l'accord de collaboration de classes signé par les directions confédérales le 10 février 1969 en matière de sécurité d'emploi est discrédité. De nos jours, ces problèmes vitaux touchent directement la classe ouvrière, qui ne se laisse nullement enfermée dans le carcan de « paix sociale » du capitalisme monopoliste d'Etat.

Ce sont les travailleurs à la base qui décident des actions à mener pour leurs intérêts immédiats. Bien sûr, il existe encore les grèves-soupapes orchestrées par les directions syndicales révisionniste et réformiste, comme celle pratiquée la semaine dernière dans la fonction publique, grèves qui ne nuisent pas au capital.

Mais la caractéristique actuelle, c'est la détermination de la classe ouvrière dans les luttes menées *classe contre classe*, qui va à l'encontre de la ligne de collaboration de classes pratiquée par les « états-majors » réformiste et révisionniste. Les commis ouvriers de la classe des capitalistes, les André Bergeron et Georges Séguy, ont un point de vue commun, ils ne veulent pas de la démocratie prolétarienne.

Dans une déclaration au journal bourgeois « le Monde » en date du 11 octobre, André Bergeron, F.O., montre bel et bien sa nature bourgeoise, sa peur des masses. Ce valet des couloirs ministériels déclare : « Il est dangereux de subordonner les décisions du syndicat à des consultations d'instances irresponsables, aux contours mal définis, sous le prétexte de « consultation à la base » et se trouve « en désaccord total avec l'intrusion du « comité d'action » dans les discussions comme... chez Lip. »

Même son de cloche au cours d'une conférence de presse tenue le 10 octobre par le révisionniste Georges Séguy qui s'en prend au syndicat C.F.D.T.-Lip pour attaquer les travailleurs en lutte. Il déclare : « La déformation délibérée des positions de la C.G.T., le non-respect des engagements pris en commun, les tentatives d'introduire dans la conduite de la lutte et même dans la négociation des éléments étrangers à l'entreprise dont l'unique but est de prolonger le conflit dans un sens politique contraire aux intérêts des travailleurs. » Evidemment, les travailleurs de Lip ne se sont pas laissés bernés par le « programme commun », ce programme capitaliste du révisionnisme moderne et de la social-démocratie comme solution miracle à leurs problèmes. *La classe ouvrière sait que l'action vaut mieux que n'importe quelle belle parole, n'importe quel beau discours.*

Séguy n'hésite pas non plus à « dénoncer la responsabilité du gouvernement et du patronat » en façade, pour mieux attaquer « les éléments irresponsables de cette lutte » (syndicat C.F.D.T.-Lip et Comité d'action).

La vérité, c'est que la ligne de collaboration de classes des bonzes C.G.T. est battue là où il y a action. Soutenant le plan Giraud, la C.G.T. n'a recueilli que 14 voix sur environ 650 travailleurs le lundi 8 octobre. Ce vote à main levée fut mis en cause. Le 12 octobre, un vote à bulletin secret confirmait la poursuite de la lutte par 626 voix contre 174 en faveur du plan Giraud. Mais combien de tractations ?

Après cette magistrale déculottée de marque, l'« état-major » C.G.T. récidive et ose « dénoncer les méthodes et les comportements malhonnêtes des représentants de la C.F.D.T. appuyés par des éléments gauchistes ». Pour ces bonzes, ceux qui luttent classe contre classe sont des « gauchistes ». Mais la réalité, c'est que la classe ouvrière renoue avec ses traditions de lutte et que les valets du capital se démasquent.

Les travailleurs de Lip sont décidés à obtenir une véritable négociation où il n'y aura pas de licenciement. Ils ont déjà fait reculer le capital : si partout sur les lieux de travail s'exprime une solidarité active, si les travailleurs de Lip restent unis et déjouent les manœuvres, la victoire leur appartient.

Luc DACIER.

- Rectificatif -

Dans notre précédent numéro, le compte rendu du meeting A.F.C. à la Mutualité a omis l'intervention d'Alain Deville, militant syndicaliste de Lyon, qui a parlé des conditions de travail en Chine.

En raison du manque de place, nous reportons à la semaine prochaine un article sur la grève des cheminots, et un autre sur la lutte des jeunes travailleurs du foyer de Gagny.

BOULY A L'HEURE LIP



Les ouvriers licenciés de Bouly (Fourmies) refusent la politique du fait accompli. Pour soutenir leur lutte ils ont décidé de continuer la production par leurs propres moyens... et pour leur seul profit. Cette décision a été prise à la suite de leur participation à la Marche sur Besançon. Mais que produire ? des collants ? ils ne

disposent plus de l'outillage. Alors ils font appel à leur imagination.

Tricots, broderie, menuiserie, fer forgé, etc.

La lutte s'organise : une cantine fonctionne, ouverte aux visiteurs. Une crèche pour les enfants des grévistes a démarré dans une pièce du local de la Maison des Femmes où ils se sont installés.

USINES L.M.T. (Lannion) 100 F D'AUGMENTATION POUR TOUS

Les 300 ouvrières et ouvriers de L.M.T. (Matériel téléphonique) sont en grève illimitée depuis le 1^{er} octobre. Ils exigent :

— 100 F d'augmentation mensuelle pour tous ;

— de meilleures conditions de travail et des cadences moins dures (ce sont les pires de la zone industrielle).

Jusqu'ici le patron refuse de discuter de leurs revendications. Les ouvriers de L.M.T. mettent la population de leur côté (distribution de tracts, défilés). Ils ont aussi organisé un Fest-Noz de soutien auquel des artistes locaux ont prêté leur concours. Ce fut un succès. Jeudi dernier, les ménagères ont bien accueilli les grévistes sur le marché.

C'est la première grève de ce genre dans le pays de Lannion.

Devant l'intransigeance de la direc-

tion, ouvriers et ouvrières décidaient l'occupation nuit et jour de l'usine. Celle-ci se fait par équipe, sur la base des 3/8.

Aux 300 travailleurs de l'usine de Lannion, se sont joints les 1 000 des 2 usines L.M.T. de Laval. Il est probable que le mouvement s'étendra aussi à l'usine de Nantes où la situation est identique.

L'objectif : rattraper les salaires de Paris. A Paris, comme en Bretagne : A travail égal, salaire égal.

Rappelons que la L.M.T. est une filiale de l'I.T.T. qui a proposé des millions de dollars pour mettre au pas la volonté d'indépendance du Peuple chilien. Que la direction de Boulogne-Billancourt ne dise donc pas qu'elle ne peut pas payer !

Correspondant H.R.

LES OUVRIERS DE FRANGECO CONTRE LES LICENCIEMENTS

Le 4 octobre à 14 h, les 600 ouvriers de Frangeco débrayent pour la 3^e fois pour protester contre les licenciements.

Dans cette usine où l'on produit cuves et camions « Titan », depuis la fin septembre (73) il y a eu 48 licenciements. De plus, des menaces pèsent pour 60 autres travailleurs.

Le travail manquerait-il ? Non ! Le patron veut tout simplement réembaucher d'autres ouvriers, avec quelques « petites » différences :

— salaires moins élevés ;
— perte de certains avantages sociaux (ex. : ancienneté).

Mais les travailleurs ne l'entendent pas ainsi. Lorsqu'ils ont débrayé, ils en ont profité pour coincer le patron dans les bureaux et ce sont les délégués qui ont fait visiter les ateliers à l'inspecteur du Travail, démontrant que les licenciements ne venaient pas du manque de travail, mais « du capitalisme ».

Correspondant H.R.

Les fonctionnaires dans la rue

Après deux ans et demi de vaines palabres avec le gouvernement des monopoles capitalistes, la plupart des organisations syndicales de la Fonction Publique ont proposé une journée de grève le 11 octobre assortie d'une manifestation de l'Opéra au Palais Royal, face au ministère des finances.

Nous nous sommes alors réunis pour faire le point. Nous avons tout d'abord lu (ou relu) les numéros 101 et 109 de « l'Humanité Rouge » retraçant les circonstances très encourageantes à l'époque des deux grandes manifestations du printemps 1971. Puis nous avons examiné le fatras des revendications syndicales que nous avons rectifiées et complétées comme suit :

- A travail égal, salaire égal.
- Non aux salaires de misère.
- Pas de salaire inférieur à 1 300 F

par mois.

- Des retraites décentes à 60 ans.
- Titularisation des auxiliaires.
- Non à la contractualisation.
- Les 40 heures tout de suite.
- Plus d'atteintes aux libertés syndicales.

— Plus de restrictions au droit de grève.

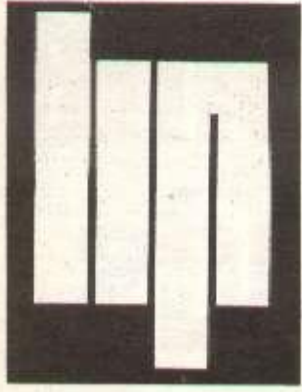
— Halte à la répression.

Sur ces bases nous avons préparé un certain nombre de pancartes pour participer à la manifestation.

C'est nombreux qu'ils sont venus, hommes et femmes, jeunes et adultes, titulaires et auxiliaires, crier leur colère au cœur de Paris.

Sans beaucoup d'illusions, cependant, pour beaucoup d'entre eux, sur l'efficacité des formes d'action qu'on leur impose depuis si longtemps !

Correspondant H.R.



Un tournant décisif dans la lutte

La semaine dernière a été une semaine décisive pour la poursuite de la lutte des Lip. Voici les faits.

LUNDI

Le lundi 8, à l'entrée de l'assemblée générale quotidienne des travailleurs, la C.G.T. distribue un tract, reprenant les déclarations de différents responsables, qui pousse les travailleurs (cf. HR n° 200) à reprendre le travail sur les bases proposées par Giraud.

Quelles sont les propositions de Giraud, c'est-à-dire du gouvernement ? 989 personnes sont réembauchées à Lip ; les autres, environ 160, ne sont pas reprises et se retrouvent en fait sans garanties d'emploi ni de salaire intégral. Par la suite, ils n'ont la priorité de réembauche à Lip que si leur nouveau salaire est inférieur d'au moins un tiers à ce qu'ils touchaient auparavant chez Lip. Pour ceux qui sont repris, l'ancien statut, c'est-à-dire les avantages acquis, est supprimé sans même avoir été discuté et remplacé pratiquement par la convention collective.

Le plan Giraud signifie donc : des licenciements pour une partie du personnel et la suppression des avantages acquis pour ceux qui restent, c'est-à-dire la remise en cause de ce pour quoi les Lip luttent depuis 6 mois.

MARDI

Le mardi 9, les négociations « de la dernière chance » vont connaître un rebondissement. La section C.F.D.T. demande une interruption de séance pour mettre au point, face aux propositions de Giraud, une contre-proposition syndicale à laquelle se rallient la C.G.T., F.O. et la C.G.C.

Que contient ce texte intersyndical ?

Tout en demandant la garantie formelle d'un emploi pour tous les travailleurs de Lip, ce texte admet qu'une partie des travailleurs ne peut pas être réembauchée dans l'entreprise. Pour leur assurer la garantie de l'emploi, il demande qu'ils soient placés en stage de formation avec maintien du salaire antérieur et obtention des avantages du personnel réembauché et, au cas où ils ne seraient pas repris ultérieurement dans l'entreprise, un emploi équivalent au point de vue lieu, salaire et avantages sociaux.

Giraud rejette alors cette proposition et les négociations sont rompues. Auparavant il avait « exigé » que les travailleurs se prononcent à bulletins secrets sur ses propres propositions.

Le texte intersyndical proposé par la section C.F.D.T. constituait manifestement un recul, puisqu'il admettait que des travailleurs ne soient pas réembauchés à Lip, avec seulement en contre-partie une garantie formelle de réemploi équivalent.

Comment comprendre cette position des délégués C.F.D.T. ?

Eux-mêmes l'ont expliqué, notamment à l'A.G. du lendemain, de la façon suivante : le mardi, il apparaissait très clairement que les trois organisations C.G.T., F.O. et C.G.C. étaient sur le point de signer le plan Giraud, ce qui aurait constitué une cassure dans le front syndical. Pour maintenir l'unité face au plan Giraud, il fallait faire un compromis acceptable par les autres syndicats. D'ailleurs, ce n'est pas sans peine qu'ils se sont ralliés au texte proposé. Enfin, il a permis de mettre en évidence que c'est Giraud, et non les syndicats, qui a rompu les négociations.

MERCREDI

Le lendemain, mercredi, l'A.G. est plus nombreuse qu'à l'ordinaire. Pour la section C.F.D.T., l'alternative est

la suivante : ou bien on se bat sur la base proposée par Giraud et alors on ne se bat plus que pour obtenir « quelques brouilles » supplémentaires, pour « changer deux virgules », ou bien on engage un nouveau pas dans la lutte pour obtenir un nouveau rapport de forces et arriver à ses fins. Pour les délégués C.G.T., au contraire, cette deuxième solution est « risquée ». Ils reprennent les mêmes arguments : la popularité est en baisse, chaque heure qui passe est désormais néfaste aux travailleurs ; par la suite, l'entreprise peut se développer et réembaucher du monde (!)...

Le débat s'engage alors. Tout d'abord, il apparaît que la majorité des travailleurs rejette le compromis intersyndical de la veille. Questionnée sur ce compromis, la section C.F.D.T. explique les conditions dans lesquelles il a été proposé, notamment les pressions qui existent et reconnaît que c'est un recul, que ce n'est pas « non aux licenciements ».

L'intervention d'un militant du C.A. résume alors assez bien la situation : « Si Giraud avait accepté, quel merdier ! » Les différentes interventions montrent alors la combativité de la base, notamment celle-ci, très applaudie, d'un autre militant du C.A. : « Si on accepte 160 licenciements c'est

part délégués et syndiqués C.F.D.T., non-syndiqués.

Mais un point n'est toujours pas suffisamment éclairci : estime-t-on que le compromis intersyndical de la veille n'est plus à prendre en considération, ou au contraire, est-ce qu'il doit encore être soumis au vote ?

Jeudi

Le jeudi matin, à l'entrée de l'A.G. un tract du C.A. est distribué aux travailleurs. Après avoir rappelé les objectifs de la lutte depuis le début : « Non aux licenciements, non au démantèlement, maintien des avantages acquis », le tract du C.A. demande aux différentes organisations syndicales de se prononcer clairement sur le point suivant : le compromis intersyndical de mardi est-il « une limite à ne jamais dépasser » ou au contraire sera-t-il remis en cause, dans un sens plus défavorable encore, au cours de nouvelles négociations ? Puis le tract du C.A. donne son propre point de vue sur ce compromis : « Parler de reclassement, c'est donc accepter explicitement les licenciements... c'est aussi la négation, dans les faits de nos « idées forces » de départ, du pourquoi de notre lutte et pour finir la négation de notre unité. » Et le tract conclut : « Nous sommes d'accord pour réfléchir sur le texte présenté (c'est-à-dire

demeure de formuler elle-même la question. C'est ce que fait un représentant fédéral de la C.G.T. et la proposition qu'il avance alors... n'est autre que la position formulée la veille par la fédération C.G.T., qui est la reprise du travail sur la base du plan Giraud !

Les représentants de la C.F.D.T. comprennent alors qu'ils ont été manœuvrés, qu'on les a amusés pendant tout ce temps pour finalement sortir une position établie d'avance et qui n'est autre que la reprise du travail.

Vendredi

Effectivement le lendemain matin, le vendredi, à l'entrée de l'A.G. la C.G.T. diffuse un tract qui, reprenant l'argument (de Giraud) de la fermeture de l'entreprise appelée à se prononcer « pour la reprise d'activité de l'entreprise dans les conditions obtenues », c'est-à-dire les conditions du gouvernement.

C'est dans un climat de grande tension et de colère que débute l'A.G. où doit intervenir le vote. Elle se tient à huis-clos durant tous les débats et n'ouvre ses portes qu'au moment des votes. Des travailleurs expliquent alors ce qui vient de se passer : tout d'abord la salle a été informée de ce qui s'est passé la veille au soir. La C.G.T., qui se prononçait pour la reprise du travail, n'a jamais été autant huée, devant s'interrompre à plusieurs reprises tellement les cris couvraient le micro. Le slogan « C.G.T., Giraud même combat » était repris dans la salle. Il apparaît alors clairement qu'il y a en fait deux positions en présence : celle de la C.G.T. : reprise du travail sur la base du plan Giraud ; celle du C.A., reprise par la section C.F.D.T. : poursuite de la lutte sur les objectifs du début. C'est sur ces deux positions que l'Assemblée vote à bulletins secrets.

On connaît le résultat du vote : sur 817 votants, 626, soit plus de 76 % se prononcent pour la poursuite de la lutte ; 174 (21 %) pour la reprise du travail et 17 abstentions.

A la proclamation des résultats c'est une explosion de joie dans la salle qui scande « ce n'est qu'un début, le combat continue » et entonne l'internationale.

Désormais pour les Lip c'est une nouvelle étape dans la lutte. Au cours de ces journées, l'enjeu du débat était en fin de compte : oui ou non faut-il accepter des licenciements ?

Du coup leur lutte prend un caractère à la fois plus politique et plus exemplaire car à travers eux c'est toute la classe ouvrière qui pose la question : oui ou non peut-on accepter des licenciements ? Et quelles sont les formes de lutte qui permettent de s'y opposer ?

Pour beaucoup de Lip un point apparaîtra encore plus clairement qu'il ne l'était jusque là : qui sont leurs ennemis ? Le gouvernement et ses représentants, la centrale syndicale C.G.T. et, dans une autre mesure, la centrale syndicale C.F.D.T., les partis politiques de gauche et bien sûr ceux de droite : qui sont leurs amis, c'est-à-dire sur qui peuvent-ils compter ? Un grand nombre de sections et d'UL C.F.D.T., quelques sections C.G.T. tous les travailleurs qui ont la possibilité d'entrer en contact avec eux et de leur apporter directement leur soutien, des militants révolutionnaires.

Les éléments les plus clairvoyants de Lip connaissent l'enjeu de leur lutte. S'ils savent que c'est avant tout d'eux-mêmes que dépend l'issue, ils sentent également l'importance de notre soutien. C'est pourquoi nous devons être à la hauteur de ce qu'ils attendent de nous.

Non aux licenciements ! Lip vaincra !

Correspondant H.R.



Les ouvriers de Lip en assemblée générale : « On continue. »

une trahison aux yeux de la classe ouvrière, aux yeux de tous... Ça fait six mois qu'on lutte ensemble ; est-ce qu'on a le droit de dire : tous les six vous rentrez, toi le septième tu restes à la porte. Dans ces conditions si par malheur j'étais réembauché, je ne remettrais pas les pieds dans cette entreprise. »

Une autre idée, souvent reprise par la suite dans les discussions, apparaît clairement : si on accepte aujourd'hui 160 licenciements, dans trois mois ce sera le double et dans six mois, c'est le plan Ebauches S.A. de démantèlement.

Il ressort donc que la grande majorité des travailleurs est pour poursuivre la lutte sur les objectifs de départ. Ainsi à la question de savoir si le compromis intersyndical de la veille est trop en retrait pour constituer la base de nouvelles négociations, la salle répond : « oui, oui ».

A noter que malgré cette volonté qui se dégage un permanent de la fédération C.F.D.T. s'efforcera, sans succès, de faire voter sur ce compromis.

Déjà, pour beaucoup, le problème est de trouver de nouvelles formes de lutte et avant tout de popularisation. C'est notamment ce qui sera discuté à la réunion du Comité d'Action, l'après-midi même, regroup-

le compromis du 9) mais à condition qu'on aille jusqu'au bout de ses implications et de ses conséquences. »

L'A.G. décide que le débat se déroulera l'après-midi, à huis-clos, dans des groupes de travail plus restreints pour permettre à chacun de s'informer et de s'exprimer plus facilement. Il ressortira de ces débats la même détermination de la grande majorité de poursuivre la lutte sur les objectifs de départ.

Le soir même se tient une intersyndicale C.F.D.T.-C.G.T. qui a pour but de parvenir à un accord sur la question à soumettre le lendemain au vote de l'Assemblée générale. Ceux qui y ont participé racontent, écoeürés, ce qui s'est passé : tout d'abord la C.G.T. affirmait ne pas avoir de position établie et faisait mine de vouloir en discuter avec la C.F.D.T. Elle semblait même d'accord sur les propositions avancées par la C.F.D.T. et pourtant chaque fois que celle-ci formulait la question à soumettre au vote les représentants de la fédération C.G.T. remettait en cause cette formulation, la jugeant « pas assez offensive » !

Entre temps des permanents de la fédération étaient appelés tous les quarts d'heure au téléphone. A minuit 20, n'y tenant plus, les représentants de la C.F.D.T. mettent la C.G.T. en

Une victoire sur le sionisme et les deux super-grands

Éditorial

Dix jours après le début de la riposte égyptienne et syrienne à l'agression israélienne, les peuples arabes ont su montrer que la situation a profondément changé au Moyen-Orient. En resserrant leur unité, en faisant preuve d'une détermination remarquable pour recouvrer les territoires occupés par l'Etat sioniste et soutenir la cause de libération nationale palestinienne, les pays et peuples arabes ont d'ores et déjà effacé l'humiliation de 1967, ont montré que l'Etat sioniste soutenu par l'impérialisme n'est pas invincible.

A l'heure où ces lignes sont écrites, les forces égyptiennes poursuivent leur progression dans le Sinaï occupé, et sur le Golan, malgré leurs rododromades, les généraux sionistes n'ont pas atteint leur objectif de « briser les os à l'ennemi ». Au contraire, de mauvaises surprises les attendent.

Déjà les pertes israéliennes sont lourdes. Golda Meïr à la télévision l'a reconnu en même temps qu'elle se présentait odieusement comme défenseur des « valeurs humanistes », alors même que ce sont les Israéliens seuls qui bombardent la population civile. Près de Damas, ce sont des hôpitaux, des écoles (une école de sourds-muets même) qui ont été pilonnés par les sionistes dans leur rage. Nixon aussi, durant la guerre du Vietnam, savait verser des larmes de crocodiles sur ses GI's criminels de guerre.

L'appel aux « bons » sentiments n'est destiné qu'à tromper les honnêtes gens et à réveiller une vieille peur séculaire parmi la population juive dans le monde, à faire oublier aux Juifs que la division en classes existe aussi parmi eux et que les travailleurs de quelle qu'origine qu'ils soient n'ont jamais intérêt à servir la mauvaise cause des capitalistes et des impérialistes.

Ainsi, sur le plan militaire, c'est un grand échec pour l'état-major sioniste de n'avoir pu répéter sa tactique de la guerre-éclair employée en 1967. C'est là le résultat direct de la lutte des pays et peuples arabes contre les deux superpuissances.

Face à la solidarité et à la détermination des pays arabes producteurs de pétrole, les Etats-Unis n'ont pas, pour l'instant, osé intervenir directement. Même si, actuellement, ce sont essentiellement l'Europe et le Japon qui sont tributaires du pétrole arabe, la crise de l'énergie est telle aux U.S.A. que d'ici peu d'années la majeure partie de la consommation en pétrole devra être alimentée par les pays du Moyen-Orient et du golfe Persique.

D'autre part, les pays et peuples arabes ont remporté une victoire sur les tentatives de contrôle des sociaux-impérialistes soviétiques. En juin 1967, ceux-ci avaient interdit aux pays arabes d'utiliser l'armement moderne qu'ils leur avaient pourtant vendu en leur refusant notamment munitions et pièces de rechange. En 1967, ce n'est pas l'Etat sioniste qui a « gagné » la guerre, c'est la collusion des deux superpuissances.

Les pays et peuples arabes en ont pris conscience et ont décidé de refuser les tentatives de contrôle soviétiques : c'est ainsi que des milliers de conseillers soviétiques ont été expulsés d'Egypte et de Syrie à la suite de l'ingérence intolérable de l'U.R.S.S. dans les affaires intérieures de ces pays. Depuis lors, l'U.R.S.S. a continué ses ventes d'armes à ces pays mais ce n'est pas par amitié pour les peuples arabes ni par solidarité avec leur juste cause. D'ailleurs, l'U.R.S.S. ne préconise-t-elle pas le retour aux frontières de 67, ce qui n'est rien d'autre qu'une reconnaissance des frontières antérieures conquises par l'agression et une reconnaissance de l'Etat sioniste, une négation des droits légitimes du peuple palestinien. D'ailleurs, l'U.R.S.S. n'a-t-elle pas poursuivi l'envoi d'émigrants juifs en Israël, lui fournissant ainsi de la chair à canon pour ses menées expansionnistes ?

Dans les jours et les semaines qui viennent on peut être certain que de nouveaux complots contre les peuples arabes seront tramés afin d'enrayer leur juste combat et préserver l'Etat sioniste en difficulté : les rumeurs de cessez-le-feu « imposé » par les deux superpuissances se multiplient. Les deux super-grands rêvent de revenir à la situation de « ni guerre ni paix » qui favorise au mieux leur lutte pour les sphères d'influence, la conquête de bases économiques et stratégiques.

Pour cette raison, la lutte des pays et peuples arabes pour la libération des territoires occupés, la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, l'établissement d'une Palestine démocratique et laïque où musulmans, juifs et chrétiens vivront égaux, la consolidation de leur indépendance nationale, cette lutte sera très longue, semée d'embûches et suivra un développement nécessairement tortueux, mais elle sera victorieuse.

H.R. en danger

PAYEZ VOS DETTES !

Trop de diffuseurs ne payent pas leurs dettes à notre journal et mettent sa vie en danger.

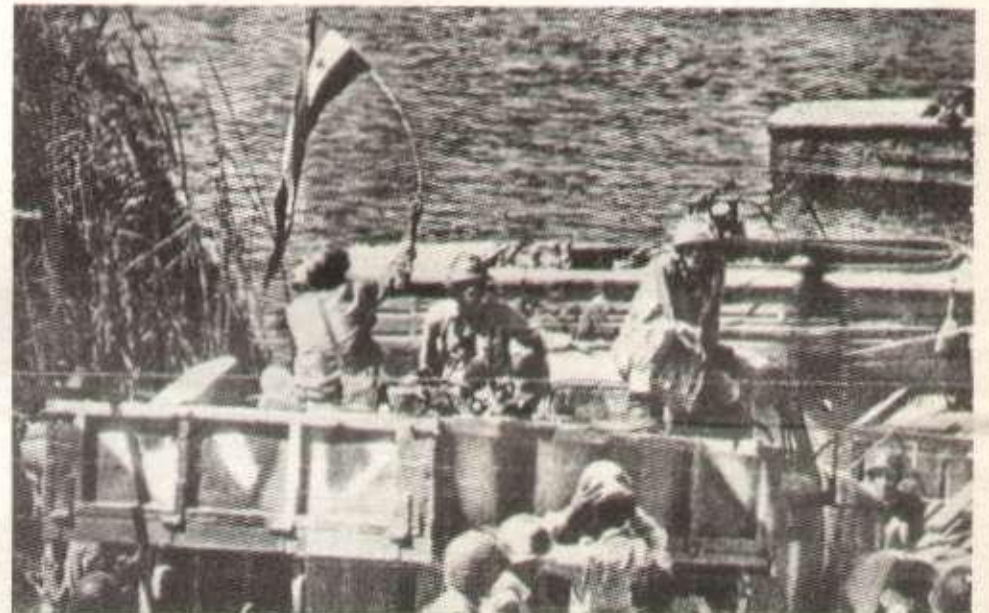
Camarades, amis, lecteurs prenez en main, collectivement, cette question décisive, ne tolérez aucune négligence, exigez, imposez partout une gestion saine et des paiements réguliers.

Apurez les dettes antérieures !

C'est une question de vie ou d'agonie pour une presse libre comme la nôtre !



Avant-garde des armées arabes : les fedayin palestiniens.



Troupes égyptiennes vers le Sinaï.



Sionistes faits prisonniers par les armées arabes.



Militants palestiniens antisionistes, juifs et arabes étroitement unis face au tribunal de Haïfa : Daoud Turki, Ehoud Adiv, Sabbi Na'rani, Dan Vered, Anis Kar'awi, Simon Haddat.